



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Procédures Environnementales et Utilité Publique**

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

Fixant des prescriptions complémentaires à la société SEPUR pour l'exploitation d'un centre de tri de déchets ménagers non dangereux situé sur la commune de Saint-Denis-de Pile

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M. Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU les schémas, plans et programmes concernés ;

VU l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 28 avril 2022 autorisant la société SEPUR à exploiter un centre de tri de déchets ménagers non dangereux sur le territoire de la commune de Saint-Denis de Pile ;

VU les actes administratifs délivrés antérieurement, en particulier l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 janvier 2002 délivré au SMICVAL pour l'exploitation du centre de tri actuel ;

VU la demande de modification notable de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2022 susvisé portée à la connaissance du préfet en date du 11 juin 2024, complétée les 19 juin 2024, 31 janvier 2025 et le 07 février 2025, par la société SEPUR, dont le siège social est situé Route des Nourrices – Zone artisanale du Pont Cailloux – 78850 THIERVAL-GRIGNON ;

VU le dossier technique transmis en date du 10 juin 2024, contenant notamment la note d'évolution, à la hausse, des volumes des bassins de rétentions associés aux eaux de toiture, pluviale et d'extinction incendie ;

VU le rapport du 28 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU la communication au pétitionnaire du rapport susvisé et des propositions de l'inspection des installations classées, par courriel du 28 avril 2024 conformément aux dispositions de l'article R.512-46-22 du Code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations du pétitionnaire concernant le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet est situé en dehors de toute zone remarquable ;

CONSIDÉRANT que l'importance des modifications sollicitées par le pétitionnaire par rapport aux prescriptions applicables à son établissement ne revêt pas un caractère substantiel au regard de l'article R. 512-46-23, II, 3^e alinéa ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

Article 1 - Bénéficiaire et généralités.

Les installations de la société SEPUR, représentée par M. Youri IVANOV (Président), dont le siège social est situé Route des Nourrices – Zone artisanale du Pont Cailloux – 78850 THIERVAL-GRIGNON, faisant l'objet de la demande susvisée du 16 juillet 2021 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Saint-Denis-de-Pile, parcelle référencée YK 188. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

La société SEPUR est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 - Article modifié.

Les dispositions de l'article n°2.1.1, 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2024, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 2.1.1. MOYENS DE DÉTECTION D'INCENDIE

L'exploitant met en œuvre les moyens de détection d'incendie suivants :

- *des détecteurs de flammes (3IR et UV/IR) ;*
- *des détecteurs optiques de fumée ;*
- *des caméras thermographiques ;*
- *un SSI avec alarme sonore et visuelle.*

Le bon fonctionnement des moyens de détection d'incendie fait l'objet d'une vérification périodique. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'installation est placée sous télésurveillance en dehors des heures d'ouverture du centre de tri.

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un système d'astreinte en dehors des heures ouvrées. »

« ARTICLE 2.1.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'exploitant met en œuvre les moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- *des ressources en eau correspondant au minimum à un volume de 360 m³ (180 m³/h pendant 2 h, soit le fonctionnement en simultané de 3 poteaux d'incendie) ;*
- *un surpresseur pour disposer d'au moins 1/3 des besoins en eau sous pression (60 m³/h à 1 bar) ;*
- *16 RIA ;*
- *un réseau de sprinklage et des déluges sensibles ;*
- *des extincteurs en nombre suffisant et adaptés à la nature du risque à défendre ;*
- *une colonne sèche permettant de noyer le dispositif de dépoussiérage ;*
- *l'ajout d'un système d'aspersion et de refroidissement du dépoussiéreur.*

La vanne d'alimentation de la colonne sèche est clairement signalée sur le site et repérée sur les plans et procédure d'intervention. Son mode opératoire est décrit dans la procédure d'intervention et affichés à proximité immédiate.

Le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie fait l'objet d'une vérification périodique. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

« ARTICLE 2.1.3. RÉTENTION DES EAUX D'EXTINCTION D'INCENDIE

L'exploitant met en œuvre les moyens de rétention des eaux incendie suivants :

- *Volume minimal de 1 487 m³ calculé comme il suit :*
 - *Zone process pour une surface de 1 560 m² sur une hauteur de 30 cm, soit 468 m³ ;*
 - *Zone amont pour une surface de 3 420 m² sur une hauteur de 10 cm, soit 342 m³ ;*
 - *Zone aval pour une surface de 1 300 m² sur une hauteur de 10 cm soit 130 m³ ;*
 - *Bassin de rétention déporté de 547 m³.*
- *Équipements motorisés de confinement avec dispositifs manuels en secours. Ces équipements sont clairement signalés sur le site et repérés sur les plans et procédure d'intervention. Leur mode opératoire sont décrits dans la procédure d'intervention et affichés à proximité immédiate. »*

Article 3 – Prescriptions supprimées.

Les dispositions des articles n°2.2.3 à 2.2.6 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2024 susvisé et relatives aux garanties financières sont supprimés.

Article 4 – Délais et voies de recours.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par le pétitionnaire ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même Code dans un délai de deux mois à compter de la publication et de l'affichage de la présente décision. Le délai court à compter de la

dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation pour l'auteur du recours de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Cette notification est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception.

Article 5 – Publicité.

En vue de l'information des tiers :

Conformément à l'article **R181-44 du Code de l'environnement**, une copie du présent arrêté sera déposée auprès de la mairie de Saint-Denis de Pile et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture – www.gironde.gouv.fr.

Article 6 – Exécution.

Le présent arrêté sera notifié à la société SEPUR.

Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Sous-préfet de Libourne,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Madame le Maire de la commune de Saint-Denis de Pile,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le **1 AOUT 2025**

Le Préfet
Pour le Préfet
Le Sous-Préfet, directeur de cabinet,


Grégory LECRU

